MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 26 - août 2010

Sortir Madagascar de la crise

LA RECETTE RAJOELINA

Quelle était exactement cette solution pour sortir Madagascar de la crise annoncée par Sarkozy lors du sommet France-Afrique à Nice ?

La question se pose avec acuité au vu de cette dernière recette concoctée par Andry Rajoelina : prendre des « partis politiques » sans représentativité et même parfaitement inconnus, pourvu qu'ils fassent nombre ; ajouter quelques membres de la mouvance Ravalomanana agissant « à titre personnel » pour servir d'alibi ; reprendre les institutions de transition prévues par les accords de Maputo et d'Addis Abeba (2 chambres, un gouvernement remanié) mais qui seront composées par les sympathisants du putsch ; ajouter un référendum constitutionnel pour faire adopter hâtivement une constitution dont le contenu n'aura pas été connu et encore moins compris par les électeurs ; saupoudrer le tout d'une commission électorale « indépendante » dont les membres ont été nommés unilatéralement par le même Andry Rajoelina pour faire illusion sur la crédibilité du référendum et des élections programmées en 2011. Servir le tout bien chaud aux citoyens malgaches et à la communauté internationale.

Même les observateurs les mieux disposés à encourager le rapprochement de certains membres du TIM (parti de Marc Ravalomanana) avec la HAT - car il est vrai que c'est avec l'adversaire qu'il faut dialoguer - sont aujourd'hui dégoûtés par le plat que le putschiste en chef veut faire avaler aux Malgaches. Dans une grossière tentative de diviser les trois mouvances signataires avec lui des accords de Maputo et d'Addis Abeba et qui refusent à juste titre toute légitimité aux vrais-faux groupuscules signataires de « l'accord politique » sur lequel il s'appuie désormais, Andry Rajoelina n'a rien trouvé de mieux que de faire adresser à Didier Ratsiraka et Albert Zafy une lettre leur demandant de se joindre à sa démarche. **Autrement dit, de suivre son exemple en se parjurant et en reniant leur signature.** Et comble de la grossièreté, il a fait signer cette lettre par… son directeur de cabinet ! L'absence de savoir-vivre élémentaire n'étonne plus personne de la part de l'ex-DJ. Mais l'ignorance du protocole interdisant à un directeur de cabinet de s'adresser personnellement à des anciens présidents de la République, dans une lettre ouverte qui plus est, est plus étonnante de la part de Zazah Ramandimbiarison. Mais peut-être faut-il voir là une illustration de ce qui se dit depuis le putsch : avec Norbert Ratsiraonana, Zazah Ramandimbiarison est celui qui tire les ficelles au bout de laquelle danse le plus jeune putschiste du monde ? **Ce dernier, soit par arrogance soit par lâcheté ayant peut-être refusé de signer, son directeur de cabinet s'est autorisé à agir à sa place ?** Le président Ratsiraka et le président Zafy n'ont apparemment apprécié ni la forme ni le fond de la demande qui leur a été faite car ils n'ont pas pris la peine d'y répondre.

On croit avoir touché le fond du ridicule et de la malhonnêteté devant une telle manœuvre. Mais le pire est peut-être encore à venir pour Madagascar si cette dernière mouture de transition imaginée par les putschistes n'est pas rejetée fermement par la SADC et par les patriotes malgaches. **En effet, ces groupuscules politiques sans représentativité, dont la soudaine prolifération s'apparente à celle de microbes sur un organisme affaibli, vont vouloir à leur tour leur part du grand pillage du pays.** Ils formeraient le « parlement » de la transition et seraient représentés dans le futur gouvernement « d'union ». Quant à la liste des pressentis pour le poste de premier ministre qu'ils ont arrêtée, elle donne le frisson par l'incompétence par rapport à la fonction et/ou le manque de qualités morales des personnes proposées.

LE POINT DE VUE DES PATRIOTES MALGACHES

De nombreux analystes, dont l'équipe rédactionnelle de « Madagascar Résistance », se sont déjà élevés contre la pratique néfaste de changement de constitution à des fins politiciennes et contre des élections dont les conditions de préparation ne respecteraient pas l'équité et la transparence. *(Voir notre Lettre n°23)* . Cette analyse est partagée par une personnalité dont le parcours l'a préservé des luttes politiciennes et dont les compétences et l'intégrité font autorité à Madagascar comme au niveau international.

Nous reproduisons ci-dessous la position de Raymond Ranjeva sur le changement de constitution et les élections qu'il a exposée dans une interview avec **José Ribeaud, ancien rédacteur en chef de "Liberté" et chroniqueur indépendant auprès de plusieurs titres francophones.**

« Raymond Ranjeva: un véritable traitement pour une véritable guérison *Raymond Ranjeva est enfin sorti de son silence, pour confirmer ce que d'autres ont déjà dit sur le changement intervenu à Madagascar mais aussi pour* **apporter une vision historiquement plus large et techniquement plus détaillée des problèmes du pays.** José Ribeaud a tenu à bien situer le contexte de l'actuelle crise : **«** *Le 26 juin, Madagascar, ancienne colonie française (1896-1960), célèbre les 50 ans de son*

*retour à **l**'indépendance dans la morosité, constatant l'échec de la Haute Autorité de la Transition et de son Président Andry Rajoelina, qui a accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'état contre le Président élu Marc Ravalomanana. Le régime de transition ne se fait pas accepter par la population ni reconnaître par la communauté internationale. Seule la France dit encore croire aux promesses de son protégé.* ***Personnalité reconnue pour son intégrité, sa compétence, et son autorité, Raymond Ranjeva est considéré comme capable de rassembler les forces vives, de regagner la confiance de la population, des investisseurs et des chancelleries et de faire appliquer le droit constitutionnel »***. Dans son interview, il ne se prend pas pour le Messie, mais n'exclut pas de s'engager pour mettre fin à la crise, une fois que M. Rajoelina et toute son équipe et ce gouvernement, auront fait, selon José Ribeaud, « **acte de civisme et de patriotisme en abandonnant le pouvoir** ». Parlant de la crise politique actuelle et de la décision unilatérale de M. Rajoelina de faire adopter rapidement une nouvelle constitution et d'organiser les élections, **le Professeur Raymond Ranjeva a rappelé les conditions dans lesquelles l'indépendance a été déclarée : « Il n'y a pas eu de débat de politique avant l'adoption de la 1ère constitution. Ce sont les élites politiques de la période coloniale qui ont fixé les bases de la République malgache et négocié les accords de coopération avec la France en 1960. Il n'y a donc pas eu de rupture après la période coloniale puisque, aux termes des accords de coopération, Madagascar était formellement indépendant mais n'exerçait pas la plénitude de sa souveraineté ».** Les accords franco-malgaches de 1973, dont Raymond Ranjeva a été un des artisans, a mis fin à cette distinction entre la reconnaissance de l'indépendance et l'exercice des compétences souveraines. Selon la pratique jusqu'ici observée à Madagascar, l'élaboration d'une nouvelle constitution n'a pas donné lieu à un véritable débat national mais à une confiscation du projet par le gouvernement ; **elle portait principalement sur les questions institutionnelles et a été utilisée pour justifier les événements survenus dans le cadre d'une diabolisation du régime déchu.** Ces conditions expliquent l'absence de solution pérenne sur le plan constitutionnel (12 modifications en 50 ans), le report des échéances pour le traitement des problèmes politiques de fond et l'absence apparente d'évolution de la vie politique nationale. **La non-candidature de M. Rajoelina aux présidentielles ne justifie donc pas l'urgence de l'adoption de nouvelles dispositions sur les institutions.** Le Professeur Ranjeva a ensuite attiré l'attention sur les coûts économiques et sociaux de ces crises à répétition. Mais face au comportement des dirigeants et des nouveaux riches, il se demande si le politique n'est pas tenu en otage par les puissances économiques au détriment des libertés publiques, alors que le développement reste une illusion. **Pour sortir de la crise actuelle, il estime indispensable de prendre conscience des maux dont souffre la Nation malgache : la peste du clientélisme, le choléra de la rapacité financière, la lèpre de la politique partisane et le cancer de l'impunité pour les dirigeants. Un véritable traitement s'imposera pour qu'advienne une véritable guérison.** Pour ce faire, **il faut éviter l'accaparement du pouvoir par les forces partisanes et instaurer un gouvernement neutre, inclusif et fort** pour pouvoir réaliser les performances qui lui seront assignées selon un programme et un calendrier bien définis. **Aussi est-il d'avis que la communauté internationale serait bien avisée d'appuyer le processus de guérison au lieu de presser les Malgaches de se soumettre à de fausses bonnes solutions, telles que les élections précipitées alors que la paix civile et la sérénité politique ne sont pas au rendez-vous.** Interrogé sur ses projets politiques personnels, Raymond Ranjeva écarte, dans les circonstances actuelles, la candidature à la Présidence de la République. Mais s'agissant de l'exercice de la responsabilité pendant la période de transition, il ne veut pas personnaliser la question en faisant référence à lui-même : si le cadre consensuel et inclusif s'y prête, toute personne animée d'une véritable compassion pour son pays et son peuple, de l'envie d'essayer de le guérir, et d'une foi frisant l'inconscience, pourrait se lancer dans cette aventure. **Enfin, sur la question du blocage ethnique présentée comme un facteur de blocage de la sortie de crise, il s'insurge contre le prétexte obsessionnel de certains esprits réactionnaires.** Le blocage ethnique, qui n'a rien à voir avec le débat actuel, est brandi par les esprits convaincus du bien fondé de la diabolisation colonialiste du Royaume de Madagascar, ennemi de la pénétration coloniale. **L'absence de guerres ethniques entre les originaires des Hautes Terre et ceux des régions côtières confirme la falsification de l'histoire. Il ne faut pas oublier que des Merina ont dirigé les transitions pour sortir des crises. »**

Dieu veuille que **même la France entende les voix qui s'élèvent contre la démarche scélérate** que les putschistes voudraient imposer « pour sortir Madagascar de la crise » et qu'elle cesse réellement d'apporter son appui a ceux qui détruisent Madagascar. **Parmi ces voix, il y a celle de Raymond Ranjeva, ancien vice président de la Cour Internationale de Justice, dont la notoriété internationale et l'intégrité devraient lui valoir d'être écouté par tous les pays qui ont le pouvoir de sortir Madagascar de cette crise.**

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion